



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

exportations

Question au Gouvernement n° 2102

Texte de la question

CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE SUR L'AGRICULTURE

M. le président. La parole est à M. Bernard Reynès, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Bernard Reynès. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture, mais je tiens à dire à M. le ministre de l'intérieur que sa réponse témoigne d'une grande désinvolture à l'égard de l'ensemble des députés. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UMP et UDI.)*

Monsieur le ministre, l'été 2014 s'est révélé désastreux pour les producteurs français et l'ensemble des acteurs de la filière, principalement à cause de l'embargo russe, dont les conséquences sont dramatiques.

Je vous ai alerté cet été car, depuis le début de la crise, dans ma seule circonscription, les volumes à l'export ont été divisés par dix. En Provence, 10 000 emplois sont menacés.

Le préfet de région suit ce sujet avec beaucoup d'attention.

Cet embargo est particulièrement préoccupant dans le secteur des fruits et légumes, car le marché est envahi par des produits étrangers et la consommation est atone à cause d'une perte de pouvoir d'achat, et ce bien que les prix soient bas. Les seuls qui gardent encore une marge, c'est encore et toujours la grande distribution.

Monsieur le ministre, nos agriculteurs n'ont pas à souffrir de la politique étrangère de la France, encore moins lorsque celle-ci est dictée par Bruxelles car, soyons honnêtes, la France n'est plus capable de s'affirmer auprès de la Commission européenne.

L'Europe a débloqué 155 millions d'euros pour 2 milliards de pertes : c'est ridicule. Et quelle part pour la France ?

La distribution des aides doit être fondée sur les coûts de revient, sans quoi nous serons encore les plus maltraités, car les coûts horaires en Europe nous pénalisent.

Devant une telle situation, l'État doit se substituer à l'Europe pour sauver son agriculture et l'ensemble de la filière. Vous devez agir à Bruxelles pour sauver notre agriculture. À moyen terme, il est temps de porter avec une volonté farouche le dossier de l'harmonisation des charges et des règlements en Europe. Or la France n'est même pas citée dans le compte rendu de la réunion des ministres européens de l'agriculture qui s'est tenue le 5 septembre.

Quand allez-vous agir ? Les producteurs français et toute la filière attendent beaucoup de votre mobilisation.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

M. François Loncle. Démago !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

M. Stéphane Le Foll, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, je vous ai reçu au ministère de l'agriculture et j'ai parfaitement conscience des difficultés de la filière des fruits et légumes mais certaines de vos affirmations méritent tout de même d'être précisées.

Vous osez dire que je ne suis pas intervenu lors du sommet extraordinaire des ministres de l'agriculture à Bruxelles, sommet que j'ai moi-même demandé et que j'ai préparé par un déplacement en Espagne puis un autre en Allemagne, pour rencontrer le ministre polonais et le ministre allemand ? Vous ne pouvez pas tenir de tels propos.

La France est intervenue de manière très claire pour débloquer les sommes que vous avez évoquées au niveau européen et pour mettre en œuvre l'ensemble des outils, à la fois sur le retrait, le soutien et la promotion des produits, les fruits et légumes en particulier, et le soutien à l'exportation.

Vous ne pouvez donc pas dire à la fois que nous n'agissons pas et que nous ne sommes pas obligés de réagir aux contraintes internationales, qu'il s'agisse de l'Ukraine, de l'Irak ou d'ailleurs.

Nous avons agi et nous allons continuer à agir. J'ai demandé qu'il y ait une réunion de FranceAgrimer avec l'ensemble des professionnels, en particulier sur la filière fruits et légumes, pour évaluer et mobiliser les moyens européens qui sont à notre disposition.

Nous avons mobilisé 200 millions d'euros à l'échelle européenne. Nous n'avons pas encore touché au fonds de gestion de crise, qui représente 400 millions d'euros.

Chacun doit donc faire preuve de responsabilité. Sur l'embargo russe, comme sur d'autres sujets, chacun doit bien comprendre qu'à force d'annoncer le pire, on fait en sorte que le pire arrive. Eh bien, ma responsabilité et celle de tous ceux qui s'engagent, c'est de faire en sorte que le pire n'arrive pas. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Bernard Reynès](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (15^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2102

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 septembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 septembre 2014](#)